

## GRUPE DU 24 FEVRIER – MEMORANDUM

[www.G2402.eu](http://www.G2402.eu)

Février 2024

Notre groupe du 24 février est composé de citoyens et citoyennes d'horizons divers, pour la plupart basés à Bruxelles, qui ont en commun un lien professionnel ou personnel avec l'Ukraine et avec les pays de la région. Autour des convictions dressées dans notre [manifeste<sup>1</sup>](#), nous soutenons ou organisons des actions militantes sous forme d'écrits ou de manifestations, en lien avec différents acteurs de la société civile.

En cette année électorale, nous nous adressons au monde politique avec ces constats et revendications.

- 1- **UNE SEULE OPTION : LA VICTOIRE DE L'UKRAINE ET LA DEFAITE DE LA RUSSIE** > Si l'Ukraine ne remporte pas une victoire à brève échéance face à la Russie, cela perpétuera une situation humanitaire intolérable, aggravera le sort des populations dans les zones occupées, et constituera un danger majeur pour le monde en général, et la sécurité du continent européen en particulier. Cela reviendrait à acter l'échec du droit face à la force. Dans la situation actuelle, la victoire militaire est l'unique voie possible.

*Savez-vous que... ?*

- La Russie de Vladimir Poutine a systématiquement violé ses accords passés avec l'Ukraine, notamment le mémorandum de Budapest de 1994 et le traité d'amitié de 1997, ratifiés par la Russie et censés garantir l'intégrité territoriale de l'Ukraine.
- D'éventuelles concessions territoriales à la Russie en échange d'un armistice ne seraient en aucune manière garantes d'une paix durable. Au contraire, on a vu que la Crimée a servi de base pour occuper Kherson et prendre Marioupol, et les prétendues « républiques » auto-proclamées de Donetsk et de Luhansk sont un avant-poste pour la conquête du reste du Donbass (cf. [tribune](#) de notre groupe sur le sujet<sup>2</sup>). Toute concession territoriale ultérieure offrirait à la Russie un tremplin pour la poursuite de la conquête de l'Ukraine.
- De telles concessions territoriales reviendraient à officialiser la vie sous occupation de millions de citoyennes et de citoyens ukrainiens, à la merci des autorités russes. Grâce aux témoignages et aux recherches effectuées dans le Donbass et la Crimée depuis 2014, puis dans les territoires occupés depuis février 2022, nous savons ce qu'est la réalité pour les populations restées sur place : exactions, filtrations et transferts forcés, déportations d'enfants, torture, viols, exécutions sommaires, restrictions des libertés fondamentales. Sans compter l'arrivée de populations originaires de la Fédération de Russie dans ces territoires. Il s'agit d'une colonisation de peuplement, par assimilation, déportation, destruction, et établissement d'autres populations ;
- Vladimir Poutine et la commissaire russe aux droits de l'enfant Maria Lvova-Belova sont [inculpés](#) par la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre pour la déportation

---

<sup>1</sup> <https://g2402.blogspot.com/p/manifeste-du-groupe-du-24-fevrier.html>

<sup>2</sup> <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2022/06/22/pour-retrouver-la-paix-lukraine-devrait-elle-ceder-des-territoires-a-la-russie-ALHYS22FMNE4FK54OHEH4ECCJE/>

d'enfants ukrainiens en Russie, et pour les transferts forcés d'autres enfants vers les territoires occupés de l'est du pays.

- Il existe un plan de paix en 10 points élaboré par l'Ukraine et qui bénéficie déjà d'un large soutien international [dont celui de la Belgique].

*Vous engagez-vous à :*

- poursuivre le soutien au plan de paix proposé par l'Ukraine ?
- rejeter toute pression sur les autorités ukrainiennes visant à les pousser à participer contre leur gré à des négociations avec la Russie ?

- 2- **UN SOUTIEN MILITAIRE ACCRU POUR UNE VICTOIRE LA PLUS RAPIDE POSSIBLE ET DEFINITIVE ET POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE** > Dans ce contexte, nos démocraties européennes ont le droit et le devoir de fournir à l'Ukraine tout l'armement nécessaire pour que ses forces armées puissent mener à bien leurs contre-offensives et libérer l'intégralité de son territoire. L'Ukraine paye un très lourd tribut humain depuis le début de la guerre, et a besoin d'alliés fiables qui livrent l'aide militaire de manière prévisible. Le déploiement d'une aide militaire européenne de grande ampleur et le développement d'une autonomie stratégique de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense doivent faire partie des objectifs politiques prioritaires des prochains mois, a fortiori dans la perspective d'un possible retour de Donald Trump à la Maison blanche.

*Saviez-vous que :*

- Selon les [statistiques](#) du *Kiel Institute for the World Economy*, la Belgique (11,7 millions d'habitants) a promis une aide militaire de 300 millions d'euros, contre 800 millions d'euros pour la Lituanie (2,8 millions d'habitants) par exemple.
- La Russie continue à développer son arsenal et ses capacités militaires avec l'aide d'Etats voyous et utilise des armes iraniennes et nord-coréennes pour attaquer la population ukrainienne. Le budget de la défense russe devrait atteindre en 2024 10 800 milliards de roubles (107 milliards d'euros), soit 6 % du PIB du pays, une augmentation de 70% par rapport à 2023, auxquelles s'ajoutent les « dépenses secrètes », dont l'objet n'est pas spécifié, qui représenteraient jusqu'à 30% du budget total.

*Vous engagez-vous à :*

- accroître drastiquement l'aide militaire à l'Ukraine, y compris avec des F16 et autres avions militaires?
- soutenir la poursuite des efforts engagés au niveau européen pour faciliter le soutien militaire à l'Ukraine et renforcer les capacités militaires des États membres, dans le cadre d'une politique de sécurité et de défense démocratique du continent ?

### **3 - AIDER L'UKRAINE A TENIR LE COUP AUJOURD'HUI ET A RECONSTRUIRE LE PAYS**

Depuis le début de l'invasion à grande échelle de février 2022, l'Union européenne et ses Etats membres ont mobilisé 84,7 milliards d'euros en soutien à l'Ukraine, se plaçant au premier rang international de l'aide à l'Ukraine. De nombreuses initiatives voient le jour pour accompagner l'Ukraine non seulement face aux besoins urgents mais aussi pour la reconstruction du pays. Par ailleurs, de plus

en plus de voix s'élèvent pour demander que les avoirs russes gelés par les sanctions puissent être utilisés pour contribuer à la reconstruction du pays.

*Saviez-vous que...*

- Quelque 300 milliards de dollars de réserves de la Banque centrale russe à l'étranger ont été bloqués par les sanctions, dont près de 200 milliards d'euros au sein de la société *Euroclear*, basée en Belgique. Ces avoirs ont généré 4,4 milliard d'euros d'intérêts pour la seule année 2024. En janvier 2024, les ambassadeurs des 27 Etats membres de l'UE se sont mis d'accord pour utiliser ces bénéfices exceptionnels liés aux actifs immobilisés pour soutenir la reconstruction de l'Ukraine ;
- Selon les estimations de la Banque Mondiale, les besoins totaux en matière de reconstruction s'élevaient en février 2023 à 411 milliards de dollars, soit 2,6 fois le PIB de l'Ukraine en 2022.

*Vous engagez-vous à :*

- Soutenir la poursuite de l'aide financière et humanitaire à l'Ukraine, ainsi qu'aux exilés dans nos pays ?
- Soutenir les efforts visant à trouver un mécanisme de confiscation des avoirs gelés russes dans le but de financer la reconstruction de l'Ukraine ? Et, dans un premier temps, verser les intérêts générés par ces avoirs à l'Ukraine ?

**4. RETOUR DE L'UKRAINE AUX SEULES FRONTIERES INTERNATIONALEMENT RECONNUES, CELLES DE 1991** > L'Ukraine doit pouvoir rétablir son contrôle sur l'ensemble du territoire internationalement reconnu depuis 1991. Les revendications russes sur ces territoires n'ont aucune validité au regard du droit international.

*Saviez-vous que...*

- La Russie et l'Ukraine ont mutuellement reconnu leurs frontières en 1991 ;
- Le 1<sup>er</sup> décembre 1991, un référendum a été organisé en Ukraine, dans le respect des normes internationales, pour ratifier l'indépendance du pays. Le « oui » a triomphé massivement, à plus de 90%, et aucune des régions aujourd'hui prétendument « séparatistes » n'a voté majoritairement contre l'indépendance de l'Ukraine ;
- Le « Mémoire de Budapest » de 1994 engage les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie (plus tard rejoints par la France et la Chine) à respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières de l'Ukraine. Les signataires s'engagent à « *s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'Ukraine* ». C'est en échange de cette reconnaissance que l'Ukraine, qui était devenue *de facto* une puissance nucléaire, a renoncé à son arsenal nucléaire et adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ;
- Les soi-disant « référendums » organisés en Crimée et dans le Donbass en 2014, puis dans les territoires de Zaporijjia, Kherson, Louhansk et Donetsk en septembre 2022, sont illégaux dans leur principe même, organisés sous occupation militaire. Ils bafouent tous les standards internationaux, et les annexions qui en découlent constituent une violation flagrante de la Charte des Nations unies et du droit international.

*Vous engagez-vous à :*

- exiger sans réserve le retrait des forces russes de toutes les zones occupées et annexées illégalement depuis 2014 ?

**5- LA NEUTRALISATION DE LA NUISANCE RUSSE** > Toute paix juste et durable passe par la neutralisation de la puissance militaire russe et de ses visées impérialistes. Celles-ci s'expriment par des guerres récurrentes contre son voisinage. Par ailleurs, le régime russe - et ses milices de type Wagner ou Kadyrov - sème le chaos et la terreur, et soutient les dictatures partout dans le monde : on le voit en Syrie ou dans plusieurs pays d'Afrique. Ses méthodes de guerre hybride visent à saper les fondements de nos démocraties. Il faut ajouter que les ressources mobilisées aujourd'hui pour résister aux menées de la Russie ne peuvent être employées pour les combats impérieux du XXI<sup>e</sup> siècle, notamment la lutte contre le réchauffement climatique et l'atteinte des objectifs de développement durable. Ces combats sont d'ailleurs eux-mêmes considérablement entravés par l'agression russe.

*Saviez-vous que...*

- la Russie a refusé de prolonger l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes en juillet 2023, alors que cette initiative a permis l'exportation de 33 millions de tonnes de céréales depuis juillet 2022 pour nourrir des populations dans le monde entier. Seuls les succès militaires ukrainiens en mer Noire permettent aujourd'hui de sécuriser les exportations vers le Sud ;
- L'agression russe provoque une pollution massive de l'air, de l'eau, des terres et des sols, et des dommages colossaux aux écosystèmes. La destruction par la Russie du barrage de Kakhovka, provoquant des inondations catastrophiques et ayant submergé des milliers d'hectares de terres. L'Ukraine abritait avant la guerre 35% de la biodiversité européenne et environ ¼ du *tchernoziom* mondial (sol très fertile), et la réserve de biosphère de la mer Noire est classée « zone humide d'importance internationale » ;
- malgré les sanctions existantes concernant le GPL (gaz de pétrole liquéfié), le GNL (gaz naturel liquéfié) n'est pas visé par celles-ci et que des entreprises européennes ont augmenté, depuis 2022, leur commerce avec les entreprises d'État russes?

*Vous engagez-vous à :*

- soutenir la poursuite et le renforcement des sanctions européennes en vue de tarir les ressources de la Russie, d'assurer leur non-contournement et d'augmenter le coût de la guerre pour le Kremlin ?
- viser notre totale indépendance énergétique et économique vis-à-vis de la Russie ?
- soutenir les efforts internationaux pour traduire en justice les auteurs de crimes d'agression, crimes de guerre et crimes contre l'humanité ?

**6. L'ADHESION DE L'UKRAINE À L'UNION EUROPEENNE** > Pour asseoir une paix juste en Europe, la seule méthode qui ait fait ses preuves est la construction européenne, et son élargissement volontaire, à la demande des pays candidats. Notre sécurité collective dépend de la réussite d'une nouvelle vague d'élargissement – aux Balkans occidentaux, à l'Ukraine, à la Moldavie, à la Géorgie, voire à d'autres Etats à moyen terme.

*Saviez-vous que :*

- l'objectif d'intégration dans les structures euro-atlantiques a été inséré dans la constitution ukrainienne dès 2019 ?
- le soutien des Ukrainiens à l'adhésion à l'Union européenne était de 46% [en 2012](#) et atteint 92% aujourd'hui (selon le sondage mené par le Kyiv Institute of Sociology entre le 29 septembre et le 9 octobre 2023) ;
- l'Ukraine a déjà adopté une grande partie de la législation européenne dans le cadre de l'Accord d'association qu'elle a signé avec l'UE en 2014.

*Vous engagez-vous à :*

- soutenir les efforts de l'Ukraine pour devenir un membre de l'Union européenne ?

**7. L'ADHESION DE L'UKRAINE À L'OTAN >** Les voix qui s'élèvent pour demander un statut de « neutralité » pour l'Ukraine semblent ignorer que ce fut justement le cas après 1991. Le désarmement nucléaire de l'Ukraine signé en 1994 dans le Mémoire de Budapest et son adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires allaient exactement dans ce sens (voir plus haut). C'est l'absence de protection de l'OTAN qui a permis à la Russie d'envahir l'Ukraine.

*Saviez-vous que :*

- le soutien des Ukrainiens à l'adhésion de leur pays à l'OTAN était de 50% en 2014 (après l'annexion de la Crimée) et s'élève à 89% aujourd'hui (selon le sondage mené par le Kyiv Institute of Sociology entre le 29 septembre et le 9 octobre 2023) ;
- V. Poutine a déclaré qu'il n'avait « pas de problème » avec une adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, battant ainsi en brèche la thèse d'un « encerclement » de la Russie par l'OTAN, soi-disant agressive et intolérable pour la Russie ?

*Vous engagez-vous à :*

- soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ?